EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL DE SAINT-ARMEL

SÉANCE DU 4 MARS 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre mars, le conseil municipal de la commune de Saint-Armel, s'est réuni au nombre prescrit par la loi au sein de la salle du conseil municipal, sous la présidence de Mme la Maire, en session ordinaire, après avoir été convoqué le vingt-sept février deux mille vingt-cinq, conformément aux articles L 2121-10 et 2121-11 du code général des collectivités territoriales.

Nombre de membres en exercice : 19

Nombre de membres présents : 14

Nombre de votants : 17

Date d'affichage de la liste des délibérations : le 11.03.2025

Présents : Mme MADIOT, maire, Mme CHÂTEL, M. CHAUVIÈRE, M. MC DONNELL, Mme REUCHERON, M. SIMON, adjoints, Mme BELLANGER, M. BERTHAUD, Mme CODANDAM, M. DUCHÊNE, M. FOLEMPIN, Mme GARDET, M. HOUSSEL, Mme PANON

Absents excusés : M. CAILLARD, M. CHÉREL, M. MÉRIGLIER, M. PANAGET, Mme QUINTIN

Pouvoirs : M. CHÉREL à M. HOUSSEL, M. MÉRIGLIER à M. DUCHÊNE, Mme QUINTIN à Mme BELLANGER

Mme GARDET a été désignée secrétaire de séance conformément à l'article L 2121-15 du Code général des collectivités territoriales.

ORDRE DU JOUR

001 – ADG – ÉLECTION DES ADMINISTRATEURS DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS)

En amont de l'élection des administrateurs au CCAS, Mme la Maire fait lecture du texte suivant :

« A l'issue du dernier conseil municipal, les élus de la majorité ont débattu et choisi de déplacer les élections du CCAS à ce jour afin de permettre à la minorité, qui avait quitté le conseil, de proposer une liste pour le CCAS car il nous semble important que la diversité des listes soit présente au CCAS.

Avant de procéder à l'élection du CCAS, il me semble important de préciser certains éléments.

Tout d'abord, et ce sera un soulagement pour tout le monde je pense, Cala, tu nous a indiqué avoir mis un terme à ta grève de la faim dimanche soir.

Ensuite, je souhaite revenir à nouveau sur le contexte de ces nouvelles élections qui s'inscrivent dans la suite des démissions qui ont fait tomber le CCAS le 24 janvier.

Le lundi 27 janvier suivant, Cala m'appelait pour m'indiquer qu'elle s'absentait un mois pour raisons personnelles. Je lui ai alors indiqué que de nouvelles élections allaient être nécessaires pour le CCAS. Cala m'a alors demandé de ne rien faire et d'attendre son retour.

Si j'ai bien compris, elle me reproche d'avoir informé le conseil de la nécessité de nouvelles élections le 29 janvier, ce qui relevait pourtant de mon devoir vis-à-vis du conseil.

Nous avons prévu, ensemble, un point à son retour mardi 25 février matin pour échanger sur les conséquences des démissions, et l'avenir du CCAS. Cala a annoncé entamer sa grève avant que nous n'ayons pu échanger, je le regrette.

A sa demande, j'ai organisé une réunion avec les membres de l'ancien CCAS mardi dernier. Cala est venue une dizaine de minutes, mais n'est pas restée car sa demande de convier également l'ensemble du conseil municipal et la DGS n'avait pas été entendue. Elle a indiqué qu'elle était victime de harcèlement, d'acharnement, de discriminations en raison de son genre et de sa couleur de peau, et ce de la part de toute l'équipe de la majorité depuis plusieurs années. Elle a expliqué qu'elle faisait une grève de la faim pour qu'on l'entende enfin. Mais suite à nos questions, nous n'avons pas obtenu de précisions sur les faits justifiant ces accusations.

Les accusations portées contre les élus de la majorité sont extrêmement graves.

Je comprends la difficulté et la détresse derrière un tel acte mais on ne peut pas se permettre d'accuser sans apporter de preuve. Je conteste formellement les accusations portées contre moi et les élus de majorité. Oui, dans notre équipe nous débattons, oui, nous ne sommes pas toujours d'accord entre nous. C'est la vie du débat démocratique, et la règle de la majorité qui l'emporte (quand il n'y a pas de consensus). Mais à aucun moment, je n'ai constaté de propos ou de comportements racistes ou sexistes.

Aussi je vais te demander formellement Cala si tu maintiens tes accusations.

C'est extrêmement violent pour nous d'être ainsi accusés.

Je rappelle que les personnes qui ont démissionné avaient pour objectif de remettre le fonctionnement du CCAS sur de meilleurs rails.

D'ailleurs une membre non élue a également exprimé qu'elle avait préparé sa lettre de démission au cas où la gouvernance n'évoluerait pas. Le malaise ne concerne pas que les élus. Et plusieurs non élus avaient exprimé le fait qu'ils ne se sentaient pas entendus, qu'ils n'étaient pas suffisamment informés et qu'on ne leur faisait pas confiance.

Je tiens à préciser que ce n'est pas la première fois que Cala accuse un élu de discrimination. Puisqu'elle en a parlé ouvertement mardi dernier, et que Jacky m'autorise à en parler aujourd'hui, je vais pouvoir vous apporter des précisions. En juillet 2022, Cala a saisi le défenseur des droits pour discrimination de la part de Jacky. J'ai été informée de cela par la vice-présidente aux solidarités de la métropole. Je n'ai reçu aucune information directe du défenseur des droits. En septembre 2022, dans l'attente d'informations et pour que Cala puisse poursuivre sereinement sa mission au CCAS, j'ai demandé à Jacky de démissionner du CCAS, ce qu'il a accepté. Au printemps 2023, j'apprends par Cala que le défenseur des droits ne se saisit pas du dossier (sans plus d'information). J'ai alors proposé une médiation avec une médiatrice assermentée auprès de la cour d'appel de Rennes. Il y a eu 5 séances de médiation, dont 2 avec moi et les 2 élus. A aucun moment de la médiation des faits de discrimination n'ont été avérés. La médiation a pris fin en janvier 2024. Les échanges durant cette médiation étant confidentiels, vous comprendrez que je ne peux pas vous en dire plus sur le contenu.

Cette médiation a coûté 3 320 €. M. Chauvière a proposé de prendre en charge une partie de cette médiation, mais j'ai refusé pour assurer l'équilibre entre les deux parties. Je trouve extrêmement dommage de devoir dépenser de l'argent communal pour régler des conflits inter-élus, mais cela fait effectivement partie des obligations communales, En accord avec notre charte, j'ai privilégié la voix du dialogue via cette médiation et évité ainsi de s'engager dans des procédures plus juridiques, plus longues, plus coûteuses et plus impactantes psychologiquement.

C'était déjà extrêmement violent pour Jacky de se voir accuser de discrimination et pour moi d'avoir à gérer cette situation. C'est à nouveau extrêmement violent et injuste de voir l'équipe dans son ensemble accusée de discrimination.

Aussi, dans ce contexte conflictuel entre Cala et moi, il ne m'apparaissait plus opportun de confier à Cala une délégation qui nécessite confiance et communication. Aussi je lui ai retiré sa délégation aux affaires sociales et à l'économie jeudi dernier.

Cette situation a eu pour conséquence un début de conseil municipal pour le moins houleux mercredi dernier. Je souhaite revenir sur cette séance, car il est important de rétablir la vérité sur un point. L'article de Ouest-France de samedi indique qu'il y a eu altercation entre Madame Panon et Monsieur Chauvière, ce qui laisse entendre un échange vif entre les deux parties. Pourtant, il n'y a pas eu altercation dans la mesure où Madame Panon a insulté monsieur Chauvière mais que celui-ci ne lui a pas répondu. En revanche des plaintes sont en cours sur ce point auprès de la gendarmerie.

Je tiens à souligner que nous sommes fatigués. Ces situations sont épuisantes pour tous les élus, et pompent toute notre énergie. Pendant que nous gérons ces accusations, nous ne nous occupons pas des affaires de la commune. Et je trouve ça terriblement injuste, car non seulement la situation individuelle d'un élu prend toute la place, le travail réalisé par notre équipe n'est pas mis en avant, et nous, élus, passons pour des personnes racistes et sans vergogne.

Mais au-delà de notre propre équipe, ce sont la commune et la démocratie qui pâtissent de la situation. Quel spectacle affligeant pour notre commune ! Cela m'attriste profondément.

D'ailleurs je vous informe que, suite au conseil de mercredi dernier, Mme Bohuon-Delavallée a démissionné et que son successeur, Mme Neveu, nous a également fait part ce matin de sa démission.

Je vais donner la parole à ceux qui le souhaitent.

Au vu de ces éléments, et du caractère très sensible de ce sujet, je compte sur l'ensemble du conseil pour s'exprimer de manière apaisée et dans le respect des personnes, sans instrumentalisation du débat.

Et je demande à ce que ceux qui veulent s'exprimer le fassent les uns après les autres ».

M. Houssel fait remarquer qu'il n'y a pas de fumée sans feu.

Mme Reucheron déplore le fait que M. Houssel accuse sans preuve et remette de l'huile sur le feu.

M. Berthaud fait lecture d'un texte expliquant sa démission du CA du CCAS : « Cette décision est un choix personnel et je l'assume entièrement et je trouve curieux de se justifier sur une décision.

On ne demande pas aux personnes pourquoi elles votent contre ou elles s'abstiennent

Je pourrais vous répondre que c'est pour des raisons personnelles mais je pense que cela ne vous satisferait pas complètement, aussi je vais développer.

Un CCAS, et je pense que tout le monde ici sera d'accord, doit œuvrer pour les personnes en difficulté, quelles que soient elles : âgées, en situation de handicap, démunies ou autre, mais aussi dans l'intérêt et pour le bien-être de tous.

Je pense que pour agir de manière efficace, même s'il doit aussi être force de proposition, il faut s'appuyer sur l'existant.

Il ne sert à rien de vouloir réinventer l'eau tiède ou de refaire ce qui existe déjà. Il avait été décidé, il y a quelques temps, et c'était aussi une volonté de l'équipe, de mutualiser les moyens et donc de travailler avec les associations et les communes voisines : seul, on avance plus vite, à plusieurs on va plus loin.

Donc mutualiser les moyens humains, matériels, les idées, les savoirs, et l'expérience.

Cela avait été commencé, et même si bien entendu on ne peut pas être sur tous les fronts, beaucoup de ces actions ne semblent pas avoir été poursuivies, et pour certaines totalement abandonnées.

Plusieurs décisions prises par le CCAS ne correspondent pas à l'idée que je me fais d'une telle instance et ne sont pas en adéquation avec mes idées et mes valeurs. Ceci dit je fais totalement abstraction d'idées politiques, religieuses ou philosophiques.

Un CCAS doit faire preuve envers la population de compassion, d'écoute, d'absence de jugement. Pour pouvoir appliquer cela, il faut d'abord l'appliquer au sein de l'institution.

Pour pouvoir œuvrer de manière efficace, j'ai besoin d'un climat serein d'écoute et d'échange d'idées. Il ne me semble pas que ces conditions soient réunies actuellement d'où ma démission ».

M. Mc Donnell fait remarquer qu'il s'agit de la troisième fois qu'il donne les raisons de sa démission du CCAS qui sont les suivantes : pas assez de coordination entre le CCAS et l'équipe municipale, pas de coordination avec les agents, ni avec la maire et, à titre personnel, il s'est senti agressé à une réunion du CCAS où il a eu l'impression de ne plus pouvoir discuter.

Mme Codandam indique soutenir ce qu'elle a dit mardi dernier.

Mme la Maire lui demande si elle maintient ses accusations.

Mme Codandam répond par l'affirmative et dit avoir tenue au courant la maire de tous les projets du CCAS, des tous les comptes-rendus, de toutes les agressions dont elle a été victime de la part de M. Chauvière.

Mme la Maire indique être toujours en attente du compte-rendu de la réunion du CCAS du 15 octobre 2024.

Mme Codandam répond qu'elle le lui transmettra, ce soir, après la séance.

Mme Panon maintient également ce qu'elle a dit et fait remarquer que les élus ont une manière de faire qui se reproduit comme avec Mme Maigret et cite un mail envoyé par M. Chauvière où il y est écrit que leurs « intentions sont de monter une liste ».

Mme Codandam fait remarquer que Mme Maigret a également eu une médiatrice.

Elle ajoute qu'elle a le temps de transmettre les éléments et qu'elle a été à toutes les réunions de Rennes Métropole, de l'épicerie sociale,...

Mme Châtel se dit choquée par toutes ces accusations et rappelle que les médiations ont vocation à améliorer la situation.

M. Mc Donnell fait remarquer que ce n'est pas à la maire ou au conseil municipal de traiter les accusations ou s'en défendre, il y a des instances compétentes pour ça.

M. Houssel demande s'il y a eu un compte-rendu des échanges intervenus dans le cadre de la médiation entre Mme Codandam et M. Chauvière.

Mme la Maire répond par la négative car confidentiel.

Mme Codandam et M. Chauvière confirment ne pas avoir reçu de compte-rendu.

2025-014 – ADG – ÉLECTION DES ADMINISTRATEURS AU CCAS

- Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles R. 123-7 et suivants

Par la délibération n°2023-001, en date du 2 mars 2023, le conseil municipal a fixé à douze le nombre d'administrateurs à siéger au sein du conseil d'administration du CCAS, composé de six élus et six non élus désignés.

Par la délibération n°2023-002, en date du 2 mars 2023, le conseil municipal a proclamé élus six administrateurs, issus de la liste unique déposée et qui comportait huit candidats, ce nombre de candidats supérieur au nombre de sièges, ayant été déterminé afin de pourvoir à d'éventuelles vacances.

Plusieurs démissions d'administrateurs, dont quatre administrateurs élus sur les huit de la liste déposée le 2 mars 2023, sont intervenues ces dernières semaines (une administratrice non élue le 15 novembre 2024, un administrateur élu le 20 décembre 2024, un administrateur élu le 13 janvier 2024, deux administratrices élues le 24 janvier 2025).

Or, l'article R.123-9 du code de l'action sociale et des familles dispose que « *Le ou les sièges laissés vacants par un ou des conseillers municipaux (...) sont pourvus dans l'ordre de la liste à laquelle appartiennent le ou les intéressés. (...)*

Dans l'hypothèse où il ne reste aucun candidat sur aucune des listes, il est procédé dans le délai de deux mois au renouvellement de l'ensemble des administrateurs élus ».

Pour rappel, les membres du CCAS sont élus au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panache ni vote préférentiel.

Chaque conseiller municipal peut présenter une liste de candidats ; pour qu'elle soit complète, elle doit être composée de six conseillers mais il est possible que cette liste comporte un nombre de candidats supérieur au nombre de sièges, qui s'élève à huit maximum, afin de pourvoir à d'éventuelles vacances sans avoir à procéder au renouvellement de l'ensemble des administrateurs élus.

Les sièges attribués aux candidats le sont d'après l'ordre de présentation de la liste.

Par ailleurs, Mme la Maire étant présidente de droit du CCAS, elle ne peut être élue sur une liste.

Le vote devant s'effectuer à bulletins secrets, Mme la Maire sollicite deux volontaires comme assesseurs : M. DUCHÊNE et M. HOUSSEL acceptent de constituer le bureau.

Après appel à candidatures, deux listes de candidats aux fonctions d'administrateurs sont déposées et constituée(s) comme suit :

1. Pierric HOUSSEL
2. Ludovic CHÉREL
- 3.
- 4.
- 5.
- 6.
- 7.
- 8.

1. Jocelyne BELLANGER
2. Alexiane GARDET
3. Jacky CHAUVIÈRE
4. Gérard BERTHAUD
5. Gaël MÉRIGLIER
6. Pierre DUCHÊNE
7. Karine CHÂTEL
- 8.

Après vote à bulletins secrets et dépouillement par les assesseurs, voici le résultat du dépouillement :

- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 17
- Nombre de bulletins blancs : 1
- Nombre d'abstentions : 1
- Nombre de suffrages exprimés : 15
- Si plusieurs listes, quotient électoral (nombre de suffrages exprimés/nombre de sièges à pourvoir) : 2,5

Les listes proposées ont obtenu :

M. HOUSSEL	Mme BELLANGER
2 voix	13 voix
1 siège	5 sièges

Sont proclamés membres du conseil d'administration du CCAS :

1. Jocelyne BELLANGER
2. Alexiane GARDET
3. Jacky CHAUVIÈRE
4. Gérard BERTHAUD
5. Gaël MÉRIGLIER
6. Pierric HOUSSEL

Fin de la séance : 19h35